



SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

**71^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations-Unies
Première Commission
(New York, 14 octobre 2016)**

**Intervention de M. Louis Riquet
Représentant permanent adjoint de la France
auprès de la Conférence du Désarmement
Chef de la délégation française**

«DESARMEMENT NUCLEAIRE»

Monsieur le président, chers collègues,

A l'heure où les débats sur le désarmement nucléaire polarisent l'attention, notre **ambition collective** doit demeurer, avant tout, de contribuer à l'**édification d'un monde plus sûr, pour tous**.

Or promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité internationales représente aujourd'hui une lourde **responsabilité**, « surtout [je cite] **devant l'état grave, inquiétant, que connaît le monde** », ainsi que l'a exprimé le Président de la République à l'ouverture de cette AGNU.

C'est la raison pour laquelle, **la France demeure résolument engagée en faveur d'une approche réaliste et exigeante du désarmement nucléaire**, s'intégrant pleinement aux efforts plus larges que mène mon pays pour résoudre les crises, apaiser les tensions internationales et répondre aux multiples menaces et défis de sécurité actuels.

Monsieur le président,

Je dois d'emblée marquer la vive préoccupation de mon pays : il n'y a rien de positif à attendre de la tendance croissante, observée récemment, à traiter du désarmement nucléaire en s'émancipant de la règle du consensus et en contournant les enceintes légitimes existantes. **Aucune frustration, aucune attente - celles-ci étant au demeurant pleinement respectables -, ne seront satisfaites à travers des processus dont la légitimité et l'adéquation au réel font défaut.** L'arme nucléaire fait partie intégrante de notre système de sécurité collective ; quel sens peut dès lors avoir une réflexion sur le désarmement nucléaire qui évacue délibérément, voire stigmatise, les préoccupations des Etats qui fondent leur sécurité, de manière directe ou indirecte, sur la dissuasion nucléaire ?

C'est hélas pourtant ce biais, préjudiciable aux objectifs-mêmes que nous avons la responsabilité de poursuivre ensemble, qui a scellé l'origine du **groupe de travail à composition non limitée sur le désarmement nucléaire**. Celui-ci a conduit le P5 l'an dernier à prononcer une explication de vote commune pour s'opposer à la résolution 70/33 l'instituant, et qui a enfin conduit mon pays à ne pas participer à ses travaux.

Les progrès importants accomplis sur la voie du désarmement nucléaire, tout au long des dernières décennies, qu'ils aient été le résultat d'efforts multilatéraux, régionaux ou unilatéraux, ont en commun d'avoir été décidés et mis en œuvre **au bénéfice de la sécurité de tous**. C'est une réalité que nul ne peut ignorer.

Le processus promu par les travaux de l'OEWG ne saurait constituer un cadre de négociation acceptable ; les difficultés qu'il pose ne sont pas sans conséquences sérieuses sur la substance même de nos débats.

Il serait dangereux de croire possible la **déconnexion des enjeux de désarmement nucléaire de la prise en compte du contexte de sécurité**. De plus, ignorer les politiques de dissuasion qui structurent l'équilibre stratégique international actuel, ou encore chercher à fonder l'avenir du désarmement nucléaire sur la seule **approche humanitaire** ne peut aboutir à aucun progrès tangible. Et je rappelle ici que les inquiétudes partagées au sujet de l'impact humanitaire des armes nucléaires sont bien connues depuis plusieurs décennies.

J'en viens à celle des recommandations de l'OEWG précité, qui divise le plus la communauté internationale : le projet d'initier dès 2017 la négociation d'un **traité d'interdiction des armes nucléaires, en vue de leur élimination**. C'est une proposition dangereuse à de multiples égards. **Un tel traité, s'il venait à se matérialiser, serait inefficace pour le désarmement et déstabilisateur pour la sécurité :**

- Inefficace pour le désarmement car, sans la participation des Etats dotés ou possesseurs, **aucune arme nucléaire ne sera éliminée**. Autrement dit, ce traité n'aboutira à aucune mesure concrète de désarmement et ne sera pas à la hauteur des frustrations exprimées aujourd'hui ;
- **Inefficace aussi car il tend à dévaloriser les responsabilités et les actions concrètes à mettre en œuvre, auxquels les Etats dotés se sont déjà engagés, conformément à l'approche progressive prônée par le TNP**. Soyons clairs : un traité d'interdiction ne permettra en aucune manière de progresser, entre autres exemples, vers la négociation d'un FMCT, vers l'entrée en vigueur du TICE, vers l'universalisation du TNP, ou encore vers la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient ;

- **Inefficace enfin car un traité d'interdiction ne sera d'aucune valeur ajoutée pour la sécurité des Etats non dotés**, par rapport aux obligations existantes, issues du TNP, des traités instaurant des zones exemptes d'armes nucléaires, ou encore de la résolution 984 dans laquelle le CSNU endosse les garanties négatives et positives de sécurité que les Etats dotés accordent à tous les Etats non dotés membres du TNP.

Un tel instrument aurait de plus un effet déstabilisateur pour la sécurité régionale et internationale :

- **Déstabilisateur car il tend à remettre en cause l'intégrité du TNP dans ses trois piliers**, qui rappelons-le, forment un tout irremplaçable ; et à ouvrir **une brèche en matière de non-prolifération** : un traité d'interdiction ne peut en aucun cas servir d'alternative à l'adhésion nécessaire de tous les Etats concernés au Protocole additionnel de l'AIEA. Par ailleurs, un traité d'interdiction des armes nucléaires rendrait irréaliste toute perspective d'accord sur un document final à la conférence d'examen du TNP 2020.
- Déstabilisateur aussi, car il serait **en sérieux décalage avec l'environnement sécuritaire des États situés dans des régions sensibles**, en Europe ou en Asie notamment ;
- Déstabilisateur enfin car il **induirait une pression inégale sur les différents États dotés**, notamment sur ceux qui, comme la France, ont déjà franchi des étapes significatives sur la voie du désarmement nucléaire.

Monsieur le président,

Il en va du désarmement nucléaire comme du multilatéralisme en général : ce n'est pas exacerbant les divisions, mais bien plutôt en œuvrant sans relâche au rapprochement des peuples et des Etats, que des progrès substantiels peuvent être accomplis.

Aussi, la France estime indispensable et urgent de renouer avec **la logique de compromis et de coopération** internationale qui sont au cœur même des principes de la charte des Nations unies et des principaux succès du système multilatéral. Seule cette voie exigeante permettra de parvenir à des accords **librement consentis, contribuant efficacement à la consolidation de l'architecture de sécurité et de droit international**.

Approche **consensuelle, universalisation et pleine mise en œuvre des instruments existants**, principe de **réciprocité**, efforts de **transparence**, réduction des tensions régionales à travers des **mesures de confiance**, renforcement des mécanismes de **vérification**, sont parmi d'autres, des axes d'effort essentiels à la **concrétisation d'un agenda global et cohérent du désarmement, de la lutte contre la prolifération et de la maîtrise des armements**.

La contribution active de la France au partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire (**IPNDV**), forum réunissant les Etats dotés et Etats non dotés autour de problématiques concrètes, s'inscrit pleinement dans cette perspective réaliste du désarmement.

Monsieur le président,

C'est également sur ces bases, que la France continuera à porter toute sa part d'effort pour progresser sur la voie du désarmement nucléaire, dans la **continuité des nombreuses mesures qu'elle a déjà prises de manière unilatérale ou dans le cadre du TNP**.

Parce que **le désarmement se construit et ne se décrète pas, c'est à travers les actes**, bien plus qu'à travers les mots, **que la France entend continuer à montrer l'exemple**, tant en matière de transparence sur son arsenal qu'en termes de mesures concrètes de désarmement, conformément au principe de stricte suffisance qui caractérise la politique de dissuasion, essentiellement défensive, de la France.

De la même manière, et à rebours des tentations prohibitionnistes actuelles, mon pays reste convaincu que **seule l'approche graduelle peut conduire à des progrès concrets vers l'objectif d'un monde sans armes nucléaires, compatible avec la prise en compte du contexte de sécurité**. Si l'on veut faire la différence dans le monde réel, il n'y a pas de raccourci possible : **l'approche étape-par-étape est la seule voie réaliste et efficace**. C'est pourquoi le Plan d'action de 2010 reste notre feuille de route. La France continuera à prendre toute sa part dans la poursuite de sa mise en œuvre, dont le succès relève aussi, rappelons-le, **d'une responsabilité collective**.

A ce titre, l'entrée en vigueur du **Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)**, dont nous commémorons cette année le vingtième anniversaire, demeure une priorité de la France. D'importants progrès ont été accomplis. Le système de surveillance international, installé aujourd'hui à plus de 85%, a démontré toute son efficacité. L'universalisation est également proche, mais nous devons poursuivre nos efforts. **La déclaration commune du P5 du 15 septembre 2016 et la résolution 2310 récemment adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies** témoignent des efforts renouvelés que nous conduisons, pour que l'interdiction des essais au profit de la paix et de la sécurité internationales soit pleinement réalisée.

De la même manière, le lancement de la négociation du **traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires (FMCT)**, en construisant sur les travaux conduits jusqu'à présent, demeure un objectif prioritaire et la prochaine étape logique du désarmement nucléaire. Nous devons concentrer nos efforts, y compris techniques, pour donner suite concrète aux travaux encourageants qui ont été conduits dans le cadre du GGE en 2015 et poursuivre sans tarder les discussions à la Conférence du désarmement, sur la base du document CD/1299 et du mandat qu'il contient.

Monsieur le président, chers collègues,

Le désarmement ne peut progresser que s'il existe une volonté politique commune. Aussi, **l'implication active et constructive de tous les Etats parties dans la préparation du prochain cycle d'examen du TNP revêt pour la France la plus haute importance.**

Mon pays est résolu à y contribuer activement, y compris en accueillant à **Paris, la prochaine conférence P5** qui se tiendra peu avant la réunion du 1^{er} comité préparatoire du TNP à Vienne. Depuis 2009, les **conférences P5** successives, dont la dernière s'est tenue à Washington le mois dernier, témoignent de notre **volonté de travailler ensemble pour mettre en œuvre nos engagements** dans le cadre du TNP. Aller de l'avant dans ce cadre, dans un contexte stratégique sensible, relèvera à l'évidence de la responsabilité partagée de chacun de ses membres.

De même, un effort particulier devra être consenti en 2017 pour **réinvestir les enceintes traditionnelles du désarmement**, dont le blocage n'a que trop duré.

En conclusion, nous espérons que ces différentes perspectives seront l'occasion pour tous de **renouer avec une approche collaborative et efficace du désarmement nucléaire**, permettant d'aller plus loin dans la définition d'un agenda positif commun.

Je vous remercie./.



COURTESY TRANSLATION

**71st Session of the United Nations General Assembly
First Committee**

**Remarks by Louis Riquet
Deputy Permanent Representative of France
to the Conference on Disarmament
Head of the French Delegation**

New York, 14 October 2016

NUCLEAR DISARMAMENT

Mr Chairman, dear colleagues,

At a time when attention is focused on nuclear disarmament debates, our **collective ambition** should remain, above all, **building a safer world for all**.

Promoting international peace, security and stability is today a huge **responsibility**, “**especially** [and I quote] **given the serious, worrisome state the world is in**”, as President Hollande said at the opening session of this UNGA.

That is why **France remains resolutely committed to a realistic and demanding approach to nuclear disarmament**, which is fully in line with the broader efforts that my country is expanding to ease international tensions and to respond to today’s many security threats and challenges.

Mr Chairman,

At the outset, I should express my country’s deep concern that nothing positive can come from the growing, recent trend of dealing with nuclear disarmament without any regard for the rule of consensus and of bypassing the existing legitimate forums. **No frustration, no expectation – which are nevertheless totally understandable –, can be satisfied with illegitimate processes that are not adapted to the real world.** Nuclear weapons are an integral part of our collective security architecture system; what sense can a discussion on nuclear disarmament have that deliberately dismisses, and even stigmatizes, concerns of States which directly or indirectly base their security on nuclear deterrence?

Yet unfortunately, it is this bias, which is detrimental to the very objectives we have the duty to pursue together, that **is behind the creation of the open-ended working group on nuclear disarmament (OEWG)**. Accordingly, last year the P5 issued a joint explanation of vote to oppose Resolution 70/73 that created it, and which eventually made my country decide not to participate in its work.

Something that all major progresses in nuclear disarmament over recent decades have in common, whether they result of multilateral, regional or unilateral efforts or not, is that they were decided upon and implemented **for the benefit of the security of all**. This is a reality no-one can ignore.

The process promoted by the OEWG's work is not an acceptable framework for negotiations; the problems that it poses are not without serious consequences for the very substance of our debates.

It would be dangerous to think **that it is possible to disconnect nuclear disarmament issues from the security context**. Moreover, no tangible progress can come from ignoring deterrence policies that are the foundation of the current strategic world balance, or from seeking to base the future of nuclear disarmament simply on a **humanitarian approach**. And it is important to remember that the shared concerns about the humanitarian impact of nuclear weapons have been well known for several decades.

I now wish to talk about the recommendation of the OEWG I mentioned earlier that has caused the most division among the international community: the plan to launch negotiations in 2017 for a **treaty prohibiting nuclear weapons with a view to their elimination**. It is a dangerous proposal from many standpoints. **Such a treaty, if it were to come into existence, would be both ineffective for disarmament and destabilizing for security:**

- Ineffective for disarmament because, without the participation of the nuclear-weapon States, **no nuclear weapon would be eliminated**. In other words, this treaty would not produce any concrete disarmament measures and would not appease the frustrations that have been expressed today;
- **Ineffective also because it tends to downplay the importance of responsibilities and concrete actions to take, to which nuclear-weapon States have already committed in line with the step-by-step approach enshrined in the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)**. Let us be clear: a prohibition treaty will in no way enable progress, for example, towards the negotiation of a Fissile Material Cut-Off Treaty (FMCT), towards the entry into force of the Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty (CTBT), towards universalization of the NPT, or towards the creation of a zone free of weapons of mass destruction in the Middle East;

- **Ineffective because a prohibition treaty will not have any added value for the security of non-nuclear-weapon States**, with regard to existing obligations arising from the NPT, treaties establishing nuclear-weapon-free zones or even UNSC Resolution 984 in which the UNSC endorses negative and positive security assurances that nuclear-weapon States provide to all NPT non-nuclear-weapon States.

Such an instrument would also have a destabilizing effect on regional and international security:

- **Destabilizing because it tends to call the integrity of the three pillars of the NPT into question**, which may I remind you, form an irreplaceable whole; and it also tends to generate **a gap in non-proliferation**: a ban treaty can under no circumstances be used as an alternative to the necessary accession of all States concerned to the IAEA Additional Protocol. Moreover, a treaty prohibiting nuclear weapons would make agreement on a final document at the 2020 NPT Review Conference unrealistic.
- Also destabilizing because it would be **gravely disconnected from the security environment of the States located in sensitive regions**, Europe and Asia in particular;
- And lastly destabilising because it **would generate uneven pressure on the different nuclear-weapon States**, particularly those that, like France, have already taken significant steps towards nuclear disarmament.

Mr Chairman,

What applies to nuclear disarmament applies to multilateralism in general: it is not by widening divisions, but rather by working relentlessly to bring peoples and States closer together that substantial progress can be made.

Therefore, France considers that there is an essential and urgent need to go back to **an approach involving compromise and international cooperation**, which are core principles of the Charter of the United Nations and major achievements of the multilateral system. It is only through this demanding way forward **that voluntary agreements can be reached effectively, helping to strengthen the international law and security architecture**.

A **consensus-based** approach, **universalization** and **full implementation of existing instruments**, the principle of **reciprocity, transparency** efforts, the easing of regional tensions through **confidence-building measures** and strengthening **verification** methods are some focuses of the essential efforts to **effectively establish a global and coherent agenda for disarmament, non-proliferation and arms control**.

France's active contribution to the International Partnership for Nuclear Disarmament Verification (**IPNDV**), a forum bringing together nuclear-weapon States and non-nuclear-weapon States to discuss concrete problems, fully embraces this realistic vision of disarmament.

Mr Chairman,

It is also on these bases that France will continue to play a full role in efforts to move forward on the path towards nuclear disarmament, **building on multiple measures that it has already taken unilaterally or within the framework of the NPT**.

Because **disarmament is something that is built and cannot be decreed, it is through deeds**, much more than with words, **that France intends to continue to set an example**, both when it comes to the transparency of its arsenal and in terms of concrete disarmament measures, in compliance with the principle of strict sufficiency that characterizes France's essentially defensive deterrence policy.

In addition and bucking current prohibition trends, my country remains convinced that **only a gradual approach can lead to concrete progress towards the goal of a world without nuclear weapons, compatible with consideration of the security context**. If we want to make a difference in the real world, there can be no shortcuts: **the step-by-step approach is the only realistic and effective path to take**. That is why the 2010 Action Plan remains our roadmap. France will continue to play its full role continuing its implementation, whose success, may I remind you, depends on **our collective responsibility**.

In this connection, the entry into force of a **Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty (CTBT)**, whose twentieth anniversary we are commemorating this year, remains a priority for France. Significant progress has been made. The international surveillance system, 85% of which has been installed, has proven effective. Universalization is also close, but we need to continue our efforts. **The P5 joint declaration** of 15 December 2016 and **recently adopted UN Security Council Resolution 2310** reflect the renewed efforts we are making so that nuclear tests are completely banned, furthering international peace and security.

Likewise, the launch of negotiations for the **Fissile Material Cut-Off Treaty (FMCT)** building on work carried out thus far, remains a priority and the next logical step in nuclear disarmament. We must concentrate our efforts, including technical ones, so as to follow up on the encouraging work carried out in the Group of Governmental Experts (GGE) in 2015 and to swiftly hold discussions in the Conference on Disarmament on the basis of Document CD/1299 and the mandate therein.

Mr Chairman, dear colleagues,

Disarmament cannot progress unless there is a common political will to do so. Therefore, **France considers the active and constructive involvement of all the States Parties in preparing the next NPT review cycle to be of the utmost importance.**

My country is determined to actively contribute, including by hosting in **Paris the next P5 Conference** to be held shortly before the first NPT Preparatory Committee in Vienna. Since 2009, the successive **P5 conferences** (the last one held in Washington D.C. last month) reflect our **determination to work together to deliver on our commitments** under the NPT. Moving forward in this framework, in a sensitive strategic context, falls within the shared responsibility of each of its members.

Likewise, a special effort should be made in 2017 **to return to the traditional disarmament forums** where deadlocks have gone on too long.

To conclude, we hope that these different opportunities will provide a chance for everyone to return to a **collaborative and effective approach to nuclear disarmament** so that more progress can be made in defining a positive common agenda.

Thank you.